

L'ÉCOSYSTÈME DES  
**FAUSSES**  
INFORMATIONS  
EN GUINÉE

UNE VUE D'ENSEMBLE

Par Sally Bilaly Sow et Samba Dialimpa Badji

FEVRIER 2022



Centre for Democracy & Development  
Centre pour la démocratie et le développement



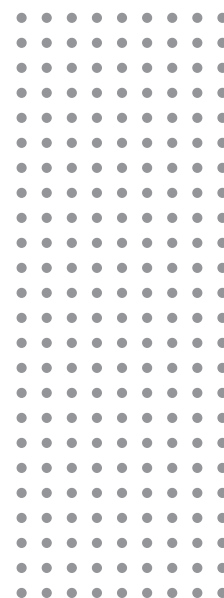
# Sommaire

Résumé exécutif	1
Introduction	2
La circulation de l'information	4
Les acteurs clés	5
L'impact des fausses informations	8
Les acteurs externes	12
Les restrictions réglementaires et la lutte contre les fausses informations	14
Conclusion	16
Recommandations	17

## SUR LES AUTEURS

**Samba Dialimpa Badji** est journaliste et Rédacteur en Chef de la version francophone d' Africa Check, la première organisation indépendante de fact-checking en Afrique. Il est chargé de cours de journalisme et de fact-checking à l'Ejicom et au CESTI à Dakar.

**Sally Bilaly Sow** est blogueur et contributeur aux Haut-Parleurs de TV5 Monde et aux Observateurs de France 24. À la tête de l'Association Villageoise 2.0, il est cofondateur de *Guinée Check* une plateforme de vérification des faits (fact-checking).





## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

**E**n Guinée, les fausses informations circulent sur toutes les plateformes d'information et aussi dans les espaces en ligne comme hors ligne.

On note toutefois que les réseaux sociaux jouent un rôle d'amplificateurs des fausses informations qui sont propagées, de même que le bouche à oreille dans certaines circonstances.

Les fausses informations sont plus perceptibles pendant les élections ou en périodes de crises, qu'elles soient socio-politiques ou sanitaires. C'est ainsi que lors de l'élection présidentielle en 2020, ou à l'occasion de l'épidémie Ebola et de la pandémie Covid-19, beaucoup de fausses informations ont été propagées, sciemment ou de façon involontaire, sur les différentes plateformes.

Parmi les acteurs clés dans la propagation des fausses informations, on retrouve les acteurs politiques, dans la mesure où la désinformation est un outil de plus en plus utilisé dans les activités de propagandes politiques. Ensuite viennent les usagers des réseaux sociaux et les journalistes.

Toutefois, aucun élément probant ne permet d'affirmer que des acteurs externes influencent l'écosystème des fausses informations en Guinée.

Le cadre législatif et réglementaire actuel ne semble pas pouvoir combattre efficacement les fausses informations. Au contraire, il est plus vu comme visant à restreindre la liberté d'expression. Quelques initiatives citoyennes de lutte contre les fausses informations existent, mais elles sont trop peu nombreuses et ne disposent pas suffisamment de moyens pour travailler de manière effective.



# INTRODUCTION

Les fausses informations prennent une ampleur de plus en plus préoccupante un peu partout dans le monde. Dans un rapport publié en février 2019, le parlement du Royaume-Uni indiquait que « la démocratie est menacée par le ciblage incessant des citoyens par la désinformation<sup>1</sup> ». Même si le phénomène fait plus parler dans les démocraties occidentales, des pays comme la Guinée ne sont pas épargnés. Lors d'une interview à Radio France Internationale (RFI) et France 24 en octobre 2020, l'ex-président guinéen Alpha Condé affirmait d'ailleurs que son pays était classé au quatrième rang d'un classement mondial sur les « fake news<sup>2</sup> ». Bien que la déclaration en elle-même soit fautive – le classement évoqué par l'ex-président Condé n'existe pas –, elle montre que la question des fausses informations est au cœur des débats en Guinée.

Le paysage médiatique guinéen a beaucoup évolué depuis la libéralisation des médias audiovisuels en 2005<sup>3</sup>, et le pays a accompli des progrès importants dans la démocratisation de l'accès à l'information. La Guinée compte aujourd'hui une soixantaine de radios privées commerciales et communautaires, et une dizaine de chaînes de télévision qui contribuent à la promotion et à l'enracinement de la démocratie. Quant à la presse écrite, elle est en net recul et a même quasiment disparu dans les zones rurales du pays. Elle est progressivement remplacée par la presse en ligne qui gagne en importance. Cependant, tout en contribuant au renforcement de la démocratie, la presse

“

**La Guinée compte aujourd'hui une soixantaine de radios privées commerciales et communautaires, et une dizaine de chaînes de télévision qui contribuent à la promotion et à l'enracinement de la démocratie. Quant à la presse écrite, elle est en net recul et a même quasiment disparu dans les zones rurales du pays.**

guinéenne doit se battre pour avoir davantage de liberté et permettre à ses acteurs de travailler en indépendance. Le pays est ainsi classé à la 109e place – sur 180 pays – du rapport 2021 sur la liberté de la presse de Reporters Sans Frontières, un groupe de défense de la liberté de l'information<sup>4</sup>. Les autorités guinéennes sont également souvent interpellées, par les organisations nationales et internationales de défense des droits humains et de la liberté de la presse,

1. Disinformation and 'fake news': Final Report. Parliament.uk, 18 February 2019.

<https://publications.parliament.uk/pa/cm201719/cmselect/cmcomeds/1791/179102.htm>

2. France24. 'Exclusif : « Je ne suis pas un dictateur, je suis un démocrate », dit Alpha Condé, président guinéen', 6 octobre 2020. <https://www.france24.com/fr/afrique/20201006-exclusif-je-ne-suis-pas-un-dictateur-je-suis-un-d%C3%A9mocrate-dit-alpha-cond%C3%A9-pr%C3%A9sident-guin%C3%A9en>

3. Loi L/2005/017/AN du 8 septembre 2005, adoptant et promulguant la loi portant modification des dispositions de la loi L/92/016/CTRN du 2 juin 1992 relative à la réglementation générale des télécommunications.

[https://www.arpt.gov.gn/sites/default/files/Documentation/I\\_0181.pdf](https://www.arpt.gov.gn/sites/default/files/Documentation/I_0181.pdf)

4. Reporters Sans Frontières. 'Classement mondial de la liberté de la presse 2021. <https://rsf.org/fr/classement>.



pour entrave au libre exercice du travail des journalistes.<sup>5</sup>

La libéralisation des médias signifie donc une diversification des sources d'informations pour les citoyens, qui s'est accentuée avec l'apparition des médias en ligne. Les réseaux sociaux ont, quant à eux, entraîné un bouleversement de l'espace public. Les citoyens ne sont plus de simples consommateurs mais également des producteurs et diffuseurs de l'information. Toutefois cela n'est pas sans conséquence, puisque la prolifération des sources d'informations, souvent avec une qualité de production inférieure à celle de la presse traditionnelle, s'accompagne d'une profusion

de rumeurs et de fausses informations.

Ce rapport présente un aperçu de l'écosystème des fausses informations en Guinée. Il met l'accent sur les acteurs clés et les principales plateformes sur lesquelles circulent les fausses informations. Il analyse également leur impact dans le pays. Il s'appuie sur des entretiens directs avec une dizaine de personnes ressources clés, telles que des professionnels des médias, des chercheurs en sciences de l'information et de la communication, et des activistes, entre autres. À cela s'ajoute l'analyse de certains comptes sur les plateformes de réseaux sociaux, la consultation d'études et de rapports ainsi que des articles de presse.

## Mésinformation, désinformation et "fake news"

La désinformation implique la diffusion de mensonges sans tentative délibérée d'induire en erreur, tandis que la désinformation est un récit ou des faits manipulés - une propagande délibérément destinée à induire en erreur. Ces deux notions sont plus communément regroupées sous le terme de "fake news", utilisé dans ce rapport comme un terme générique. Ces types d'informations constituent une menace importante pour la démocratie libérale car, si on les laisse se répandre et prospérer, ils désinforment les gens sur une gamme de questions civiques du vote à la responsabilité politique et à la corruption.

Chercher à façonner un processus civique en utilisant des mensonges n'est pas nouveau. Avant l'arrivée d'Internet, les gens partageaient la désinformation et la mésinformation par le bouche-à-oreille et les réseaux de rumeurs, avec des informations se propageant lentement d'une personne à l'autre avant de se diffuser dans les communautés. Les médias traditionnels et les organes de propagande ont également diffusé ou publié des informations destinées à induire les gens en erreur et à promouvoir des programmes.

Bien qu'Internet ne soit pas à l'origine de la propagation des fausses informations, il l'a favorisée. La disponibilité de l'internet a rendu la production et la diffusion de fausses informations à un public plus large beaucoup plus facile et moins coûteuse, et il est beaucoup plus difficile de distinguer les faits de la fiction. Les plateformes de médias sociaux comme Facebook et Twitter, ainsi que des applications de messagerie comme WhatsApp, ont servi de canaux populaires. Ces plateformes permettent aux gens de partager une myriade d'informations dans une gamme de formats audio, textuels et visuels.

5. CIPESA. 'Simone Toussi. En suspens: la liberté de la presse en ligne et hors ligne en Guinée. 29 décembre 2019. <https://cipesa.org/2019/12/en-suspens-la-liberte-de-la-presse-en-ligne-et-hors-ligne-en-guinee/>



## LA CIRCULATION DE L'INFORMATION

Comme dans plusieurs pays africains, la radio reste la première source d'information en Guinée. Cela a été confirmé dans la dernière étude<sup>6</sup> du Centre de Recherches CERF-Guinée à l'occasion des élections présidentielles d'octobre 2020. Selon ladite étude, 45% des personnes sondées déclaraient écouter la radio, contre 22% pour la télévision. L'élément nouveau dans cette enquête, c'est le nombre de citoyens (27,64%) qui disaient suivre la campagne présidentielle sur les réseaux sociaux, dont 82% étaient sur Facebook. Cette plateforme a beaucoup été utilisée par les acteurs politiques dans leurs activités de propagande.<sup>7</sup> Ces dernières années on a vu apparaître en Guinée ce qu'on peut appeler une « société digitale<sup>8</sup> » dans laquelle le réseau social Facebook occupe une place importante avec près de deux millions d'utilisateurs dans le pays.<sup>9</sup>

L'avènement de l'Internet a permis la diversification de l'offre d'informations avec l'apparition des sites de presse en ligne. Aujourd'hui, le pays en compte une cinquantaine dont certains ne sont pas régulièrement mis à jour. Quelques-uns de ces sites disposent de leur propre rédaction avec des journalistes qui collectent l'information sur le terrain, mais la plupart se contentent de republier ce que d'autres sites ont déjà publié ou de reprendre les informations diffusées par les médias audiovisuels ou encore de se faire l'écho des débats qui animent les réseaux sociaux. De même, il n'est pas rare

les radios et les télévisions reprendre abondamment les informations publiées par la presse en ligne. Aussi, les médias, audiovisuels comme en ligne, ne se privent pas de relayer certains contenus publiés sur les réseaux sociaux par les internautes qui, à leur tour, partagent et commentent constamment les informations publiées par les médias. Il s'agit donc de tout un écosystème où les espaces en ligne et hors ligne sont en interaction permanente. L'information circule également beaucoup par la bouche-à-oreille. Les marchés, les bars, les transports, sont autant d'espaces où l'actualité est rapportée, commentée et parfois même réinterprétée, et est alors plus susceptible d'être déformée. L'information, vraie ou fausse, part d'un

“

**L'avènement de l'Internet a permis la diversification de l'offre d'informations avec l'apparition des sites de presse en ligne. Aujourd'hui, le pays en compte une cinquantaine dont certains ne sont pas régulièrement mis à jour**

6. Enquête nationale sur le comportement électoral et les enjeux de la présidentielle de 2020'. Centre de recherche CERF-Guinée, octobre 2020 <https://www.cerf-guinee.com/wp-content/uploads/2020/10/Rapport-CERF-Guin%C3%A9e-2020.pdf>

7. Jacob Cable, Zoe Huczok, W.E. Qui sont les trolls Facebook du président guinéen ? Campagne électorale moderne ou actions inauthentiques concertées, une frontière floue. Freeman Spogli Institute for International Institute, Stanford University, 21 septembre 2020 <https://fsi.stanford.edu/news/qui-sont-les-trolls-facebook-du-pr%C3%A9sident-guin%C3%A9en>

8. Clovis Bergere. Digital society and the politics of youth in Guinea. The State University of New Jersey, 2017.

9. Simon Kemp. 'Digital 2021: Guinea'. 11 février 2021. <https://datareportal.com/reports/digital-2021-guinea>



individu à un autre et peut avoir plusieurs variantes avant de parvenir à la énième personne. À cela il faut ajouter les plateformes de messagerie, telles que WhatsApp, dont les groupes et la fonction de partage permettent de répandre une information à un grand nombre de personnes en quelques secondes. Il existe donc une convergence entre les différents espaces d'information, que ce soit en ligne ou hors ligne, comme le souligne Clovis Bergère de l'Université de Pennsylvanie. « Les informations qui circulent en ligne sont relayées par les radios et médias traditionnels et vice-versa<sup>10</sup> », indique-t-il.

Le bouche-à-oreille est également un moyen par lequel circule l'information. Que ce soit pour rapporter ce que disent les médias ou les grands débats du moment sur les réseaux sociaux, ou encore pour colporter les rumeurs. Lors de l'épidémie Ebola, qui a frappé la Guinée en 2014 et 2015, des rumeurs ont beaucoup circulé à travers différents canaux, du bouche-à-oreille aux plateformes numériques, en passant par les SMS. Les fausses informations sur Ebola étaient généralement relatives au déni de la

maladie (que l'Ebola n'existe pas, voire est une invention occidentale). Il y a eu également des rumeurs accusatrices sur l'origine de la maladie et de faux remèdes. Il n'était ainsi pas rare de voir des guérisseurs payer des encarts dans des journaux locaux pour vanter les vertus de leurs traitements. En avril 2014 par exemple, le mensuel Le Peuple a publié une réclame d'un guérisseur traditionnel du nom de Laye Kabako prétendant être « l'initiateur d'un vaccin traditionnel original contre Ebola ».<sup>11</sup>

Les leaders religieux représentent également une importante source d'information pour un fort nombre de Guinéens. Analysant la circulation de l'information en Guinée, Clovis Bergère, chercheur à l'Université de Pennsylvanie aux Etats-Unis, souligne que « les sermons du vendredi des Imams ou prêches des prêtres sont des sources importantes d'informations dans le pays »<sup>12</sup>, en ce sens que ces leaders religieux commentent assez souvent les sujets d'actualité.

## LES ACTEURS CLÉS

Internet et les réseaux sociaux sont aujourd'hui des outils incontournables dans la communication politique en Guinée. Lors des dernières échéances électorales, en particulier l'élection présidentielle de 2020, les acteurs politiques ont eu beaucoup recours aux plateformes numériques dans leurs activités de propagande. Dans certains cas, les acteurs politiques semblent avoir bénéficié de la propagation de fausses informations, même si leur participation à la

création et à la propagation de celles-ci n'est pas prouvée. Facebook est apparu comme le réseau social le plus prisé, dans la mesure où c'est celui qui est le plus utilisé par les Guinéens, ce qui en fait un espace clé pour tenter d'influencer les choix des électeurs. Et les sympathisants du parti au pouvoir ne s'y sont pas trompés en jetant leur dévolu sur cette plateforme lors de la campagne présidentielle de 2020. Par exemple, pas moins de 94 pages Facebook favorables au Président Alpha Condé et totalisant 800 000

10. Entretien avec Clovis Bergère, PhD Postdoctoral Fellow, Center for Advanced Research in Global Communication Annenberg School for Communication, University of Pennsylvania

11. Marine Decaillet. 'Ebola : Face à la rumeur Etude des rumeurs et de leur gestion par l'organisation Médecins Sans Frontières lors de l'épidémie à virus Ebola 2013-2015'. Mémoire Master I, Université des Sciences et Technologie Lille 1, 2015

12. Entretien le 24 juin 2021 avec Clovis Bergère, Post Doctoral Fellow, Center for Advanced Research in Global Communication, Annenberg School for Communication, University of Pennsylvania.



abonnés ont été identifiées comme actives en septembre 2020<sup>13</sup>, c'est-à-dire un mois avant l'élection. Ces pages sur lesquelles l'on observe des activités coordonnées publient du contenu spécifiquement favorable au camp du pouvoir, mais il leur arrive de diffuser des fausses informations et même de partager des discours de haine.<sup>14</sup>

Cet exemple des comptes Facebook pro-Condé est la preuve que les réseaux sociaux sont devenus des outils privilégiés des acteurs politiques pour leurs activités de propagande. De même, analyse le spécialiste en communication institutionnelle et blogueur Alimou Sow, « ce sont des plateformes qui sont souvent utilisées pour diffuser de fausses informations visant à déstabiliser ou discréditer des adversaires, notamment en périodes électorales ».<sup>15</sup> Mais, selon Thierno Diallo, directeur de la rédaction de Guinée Check, « ce ne sont pas forcément les responsables des partis qui sont directement impliqués dans la diffusion des fausses informations, mais plutôt certains de leurs partisans ».<sup>16</sup> Ainsi on a pu voir lors de l'élection présidentielle d'octobre 2020, des partisans de l'opposition publier des photos prises dans d'autres pays pour « montrer » l'état de dégradation des routes guinéennes, dans le but d'accréditer la thèse selon laquelle Alpha Condé n'a pas fait grand-chose dans le domaine des infrastructures. Du côté du parti au pouvoir, la même technique est également utilisée. Des comptes Facebook favorables à Alpha Condé ont notamment beaucoup partagé une photo prise en Afrique du Sud en la

présentant comme montrant des partisans de l'opposition, plus particulièrement ceux de Cellou Dalein Diallo, en train de dégrader une route goudronnée.<sup>17</sup>

Même si le recours à des « propagandistes » appelés « volontaires de la communication » (Volcom) est très marqué dans le camp du pouvoir<sup>18</sup>, « la pratique commence aussi à être adoptée par certains partis de l'opposition<sup>19</sup> », indique le blogueur Alimou Sow. L'opposition<sup>19</sup>, indique le blogueur Alimou Sow. Ces derniers disposent d'un budget pour défendre, disent-ils, les idéaux de leurs partis sur Internet et les réseaux sociaux. Les messages qu'ils publient sont souvent préconçus par les responsables de communication des partis. Leur action est plus perceptible lors des grands événements politiques, comme les périodes électorales. De plus, elles sont parfois coordonnées et relayées dans des groupes Facebook, des discussions Messenger et WhatsApp.<sup>20</sup> Mais leurs actions peuvent parfois donner lieu à des dérives, comme des propos incitant à la haine et à la violence qui avaient valu en avril 2018 des poursuites judiciaires à des Volcom proches d'Alpha Condé et de Cellou Dalein Diallo.<sup>21</sup>

Parmi les acteurs de l'espace public guinéen considérés comme impliqués dans la diffusion de fausses informations, il y a également les journalistes. Selon Jacques Lewa Leno, rédacteur en chef de la radio Espace FM, « ces derniers peuvent propager de fausses informations par inadvertance ou par paresse. Cela arrive souvent en périodes

13. Jacob Cable, Zoe Huczok, W.E. Qui sont les trolls Facebook du président guinéen ? Campagne électorale moderne ou actions inauthentiques concertées, une frontière floue. Freeman Spogli Institute for International Institute, Stanford University, 21 septembre 2020 <https://fsi.stanford.edu/news/qui-sont-les-trolls-facebook-du-pr%C3%A9sident-guin%C3%A9en>

14. Idem

15. Entretien avec Alimou Sow, blogueur

16. Entretien avec Thierno Diallo, directeur de la rédaction de guineechek.com

17. France24. 'Info ou Intox : à l'approche de l'approche de la présidentielle en Guinée, les fausses informations se multiplient'. 12 octobre 2020. <https://observers.france24.com/fr/20201012-info-intox-approche-presidentielle-guinee-intox-routes-ufdg-rpg>

18. Jacob Cable, Zoe Huczok, W.E. Qui sont les trolls Facebook du président guinéen ? Campagne électorale moderne ou actions inauthentiques concertées, une frontière floue. Freeman Spogli Institute for International Institute, Stanford University, 21 septembre 2020 <https://fsi.stanford.edu/news/qui-sont-les-trolls-facebook-du-pr%C3%A9sident-guin%C3%A9en>

19. Entretien avec Alimou Sow, Blogueur

20. Jacob Cable, Zoe Huczok, W.E. Qui sont les trolls Facebook du président guinéen ? Campagne électorale moderne ou actions inauthentiques concertées, une frontière floue. Freeman Spogli Institute for International Institute, Stanford University, 21 septembre 2020 <https://fsi.stanford.edu/news/qui-sont-les-trolls-facebook-du-pr%C3%A9sident-guin%C3%A9en>

21. Guinéeactuelle.com. 'Propos haineux sur les réseaux sociaux : le coup de balai du balai citoyen'. 15 avril 2018. <http://guineeactuelle.com/propos-haineux-sur-les-reseaux-sociaux-le-coup-de-balai-du-balai-citoyen>





“

***Parmi les acteurs de l'espace public guinéen considérés comme impliqués dans la diffusion de fausses informations, il y a également les journalistes.***

électorales ou de crises socio-politiques, périodes où les journalistes reçoivent toute sorte d'information de diverses sources. Ce qui présente un risque de tomber dans le piège et de relayer de fausses informations si on ne prend pas la peine de vérifier et de recouper». <sup>22</sup> Mais pour le spécialiste en communication institutionnelle et blogueur, Alimou Sow, « beaucoup de médias étant alignés politiquement, partisans, ils sont plus enclins à diffuser des informations fausses qui visent à nuire ou discréditer l'autre camp ». <sup>23</sup> « En outre, ajoute-t-il, en raison du manque de formation et de rigueur professionnelle, les journalistes et médias reprennent souvent une information sans procéder aux vérifications d'usage » <sup>24</sup>, ce qui, selon le rédacteur en chef de la radio Espace FM, Jacques Lewa Leno, « les expose à de la manipulation ». <sup>25</sup>

Les citoyens ordinaires sont également des parties prenantes de l'écosystème de la désinformation en Guinée. Au sein de la diaspora guinéenne notamment, si les uns participent à poser le débat sur les questions essentielles de la vie de la nation, d'autres contribuent à la désinformation à travers leur page Facebook en usant d'enregistrements

en direct et de post. Ainsi, certains Guinéens vivant à l'étranger, sont devenus très influents sur les réseaux sociaux, plus particulièrement sur Facebook. Certains groupes sur cette plateforme sont des espaces de débats entre citoyens, mais ils sont également utilisés par d'autres pour distiller de fausses informations. Le plus souvent, ils ou elles utilisent les langues locales pour toucher un large public.

Par ailleurs, le gouvernement même est impliqué dans la divulgation de fausses informations. Le président Alpha Condé avait, au début de la pandémie Covid-19, recommandé aux citoyens pour se protéger du virus, de se mettre du « mentholatum » dans les narines et « boire de l'eau chaude ». Cette étrange demande du président, même si elle avait beaucoup fait rire les internautes et certains citoyens, pourrait avoir un impact négatif sur la réaction contre la maladie en détournant certaines personnes des thérapies proposées par les professionnels de la santé, au profit de l'idée émise par le chef d'Etat guinéen. Il avait aussi, au cours d'un entretien avec France 24 et RFI, indiqué que la Guinée était placée au 4e rang en termes de fausses informations. L'ironie est que le chef de l'Etat guinéen donne une fausse information – en évoquant un classement qui n'existe pas – pour dénoncer les fausses informations.

Les leaders d'opinion, notamment les chefs religieux sont d'autres acteurs clés, selon Clovis Bergère, chercheur à l'Université de Pennsylvanie aux Etats-Unis. « Ils – ou elles – sont écoutés et ont une influence certaine sur l'opinion publique. Les Guinéens sont très largement croyants et pratiquants et donc, écoutent ce que leurs chefs religieux disent à propos des affaires courantes comme le Covid-19 ou les élections par exemple, mais aussi sur d'autres sujets comme l'environnement, la migration, ou les nouvelles technologies ». Il soutient toutefois

22. Entretien avec Jacques Lewa Leno, Rédacteur en Chef Espace FM

23. Entretien avec Alimou Sow, Blogueur

24. Entretien avec Alimou Sow, Blogueur

25. Entretien avec Jacques Lewa Leno, Rédacteur en Chef Espace FM.



que « la très grande majorité promeuvent un message de sante publique invitant le public à respecter les gestes barrières, etc. Mais malheureusement, un très petit nombre ont, sous prétexte de relayer un message religieux, diffusé un message erroné et simpliste qui consiste souvent à voir le Covid-19 comme une punition divine contre laquelle rien ne peut être fait, et par là, ces messages vont à l'encontre des mesures protectives comme les gestes barrières et le respect des consignes sanitaires ».<sup>26</sup>

L'Internet et les réseaux sociaux ont également permis une présence plus accrue des femmes dans l'espace public. Même si elles réjouissent de cette prise de parole facilitée, certaines constatent des attaques sur les réseaux sociaux notamment dans les

commentaires, lorsqu'elles abordent certains sujets. Ce qui fait dire à d'autres que, malgré la libération de la parole, les réseaux sociaux ne sont pas forcément des espaces sûrs pour les femmes.<sup>27</sup> Lors d'une discussion de groupe avec des femmes activistes et journalistes, les participantes ont notamment relevé le fait que souvent en cas de viols, les présumées victimes font souvent l'objet de dénigrement ayant pour but de discréditer leur parole. Elles ont ainsi cité l'exemple d'une affaire de viol impliquant un célèbre journaliste et pour laquelle la plaignante a fait l'objet d'attaques sur les réseaux sociaux avec certaines publications la qualifiant de filles de mœurs légères.

## L'IMPACT DES FAUSSES INFORMATION

La diffusion des fausses informations n'est pas un phénomène nouveau en Guinée. Il y en avait déjà durant la période coloniale et au début de l'indépendance ; le régime de l'ancien président Sékou Touré en était friand avec son fameux « complot peul ».<sup>28</sup> Au milieu des années 1970, le régime guinéen a accusé des membres de cette communauté de faire

partie d'une conspiration visant à le renverser.<sup>29</sup> Il convient toutefois de préciser que le système répressif mis en place par Sékou Touré ne visait pas uniquement les Peuls. Aujourd'hui, l'impact des fausses informations est plus perceptible en périodes de crises sociopolitiques ou sanitaires, ou encore durant les élections.



***...l'impact des fausses informations est plus perceptible en périodes de crises sociopolitiques ou sanitaires, ou encore durant les élections.***

26. Entretien avec Jacques Lewa Leno, Rédacteur en Chef Espace FM.

27. Discussion avec un groupe de femmes activistes.

28. Ibid.

29. Ousmane Diallo. Instrumentalisation des identités ethniques et régimes politiques : le cas de la Guinée postcoloniale. Université d'Ottawa 2013.



## Le 5 septembre, coup d'État

Le coup d'État survenu le 5 septembre 2021 et qui a vu le colonel Mamady Doumbouya renverser le président Alpha Condé n'a pas été épargné par la désinformation, notamment à travers les réseaux sociaux. Si les différentes plateformes mobiles ont été largement utilisées pour informer le public sur le déroulement des événements, elles ont également servi à la propagation de fausses informations, ou à faire des affirmations non fondées.

Les premières rumeurs qui ont circulé sur les réseaux sociaux portaient notamment sur l'implication supposée de la France dans le coup de force. Ces rumeurs se fondaient sur le fait que le chef des putschistes est un ancien membre de la légion étrangère de l'armée française. Un article du journal britannique *The Times*, repris par le site web du *Courrier International*, relate par exemple comment l'épouse du chef de la junte guinéenne a été la cible de « trolls russes ». <sup>30</sup> Le journal évoque ainsi un montage vidéo sur lequel on voit Lauriane Doumbouya dans les bras d'Emmanuel Macron. <sup>31</sup>

Dès le 6 septembre, le site *Confidentiel Afrique* publie un article dans lequel il laisse entendre que le milliardaire israélien Benny Steinmetz pourrait être derrière le putsch, pour se venger d'Alpha Condé qui l'a exproprié de ses concessions minières en Guinée. <sup>32</sup>

Le média affirme même qu'un des ex-ministres de l'ancien président Alpha Condé, Tibou Kamara, avait été arrêté à la frontière sierraléonaise avec une valise de 600 000 euros. <sup>33</sup> L'information a été reprise par plusieurs sites web et partagée sur les réseaux sociaux. Et pourtant, c'est seulement le 19 septembre que ce dernier sera interpellé par des membres de la junte, puis libéré quelques heures plus tard. <sup>34</sup> Le CNRD lui reprochait officiellement « une violation manifeste et répétée » d'un engagement pris par l'ex premier ministre, Ibrahima Kassory Fofana, au nom de tous les membres de son gouvernement, « de s'abstenir de toute action ou communication de nature à perturber la quiétude sociale ». <sup>35</sup>

Le chef du parti d'opposition UFDG, Cellou Dalein Diallo, a également été la cible de rumeurs et fausses informations faisant état de son arrestation par les putschistes, au point qu'il a été obligé de publier un démenti sur les réseaux sociaux <sup>36</sup>. L'ex-président, Alpha Condé, n'a pas été épargné non plus. On a ainsi pu voir un photomontage circuler sur le réseau social Facebook le présentant en train de suivre « en direct » devant l'écran d'un ordinateur la cérémonie de prestation de serment de son tombeur Mamadou Doumbouya. <sup>37</sup> Il s'agissait en réalité d'une image détournée d'une visioconférence entre Alpha Condé et un de ses ex-ministres en 2020. <sup>38</sup>

30. *Courrier International*. 'L'épouse française du président guinéen ciblée par des trolls russes.', 14 octobre 2021.

<https://www.courrierinternational.com/article/premiere-dame-lepouse-francaise-du-president-guineen-ciblee-par-des-trolls-russes>

31. Idem

32. *Confidentiel Afrique*. 'Guinée : les derniers rebondissements explosifs du putsch qui a déposé du pouvoir le président Alpha Condé'. 6

septembre 2021. <http://confidentielafrique.com/pouvoir-reseau/guinee-les-derniers-rebondissements-explosifs-du-putsch-qui-a-depose-du-pouvoir-le-president-alpha-conde-exclusif/>

33. Idem

34. *Jeune Afrique*. 'Guinée : ce que l'on sait de l'arrestation de Tibou Kamara, homme de confiance d'Alpha Condé'. 19 septembre 2021.

<https://www.jeuneafrique.com/1236262/politique/guinee-ce-que-lon-sait-de-larrestation-de-tibou-kamara-homme-de-confiance-dalpha-conde/>

35. *Guinée7.com*. 'Les raisons de l'arrestation de Tibou Kamara, selon le CNRD'. 19 septembre 2021. <https://www.guinee7.com/video-les-raisons-de-larrestation-de-tibou-kamara-selon-le-cnr/>

36. Compte Twitter de Cellou Dalein Diallo, 5 septembre 2021.

37. *Les Observateurs*. 'Alpha Condé regardant la cérémonie de serment de celui qui l'a destitué ? Attention, intox'. *France24*. 08 octobre 2021. <https://observers.france24.com/fr/afrique/20211008-doumbouya-cond%C3%A9>

38. Idem



Une particularité de la création et la propagation des fausses informations en Guinée est que souvent, elles ont un caractère ethniciste, plus particulièrement dans la sphère politique. Cela entre dans le cadre plus global « de la manipulation des identités ethniques dans une compétition électorale ». <sup>39</sup> En octobre 2010, après le premier tour de l'élection présidentielle, un autre exemple de ce genre de discrimination contre la population Peul est, lors d'un meeting au Palais du Peuple à Conakry en octobre 2010, où plusieurs personnes avaient perdu connaissance après avoir bu de l'eau vendue sur place. Après leur évacuation à l'hôpital, une rumeur a commencé à circuler dans la ville selon laquelle ces personnes avaient été empoisonnées par des Peuls. Difficile de connaître avec exactitude d'où est partie la rumeur, mais toujours est-il que, les réseaux sociaux étant encore très peu développés à l'époque, elle a principalement été propagée par le bouche-à-oreille et les SMS. Les médias ont également beaucoup contribué à sa propagation, à l'instar de la seconde chaîne de la télévision publique, RTG 2, qui a diffusé des images et des témoignages de militants du RPG accusant les Peuls de les avoir empoisonnés, sans aucune version contradictoire. <sup>40</sup> Cette histoire a eu pour conséquence de raviver les tensions ethniques dans le pays <sup>41</sup>, avec une série d'attaques contre les membres de cette communauté dans certaines localités. <sup>42</sup> Toutefois nous ne sommes pas en mesure de dire si cet épisode de violence a eu un impact quelconque sur l'issue du scrutin dont Alpha Condé est sorti vainqueur, alors que Cellou Dalein Diallo le devançait de loin au premier tour avec 44% contre 18%.

Lors de la présidentielle d'octobre 2020, alors que l'opposant Cellou Dalein Diallo contestait les résultats proclamés par la commission électorale – lui-même s'étant autoproclamé vainqueur du scrutin <sup>43</sup> – des comptes Facebook publiaient une infographie contenant des propos attribués au président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La publication fait dire au président de la Commission, Jean-Claude Kassi Brou que la remontée des procès-verbaux a été faite dans les règles, comme pour dire que l'organisation sous-régionale (CEDEAO) prend le contrepied de Cellou Dalein Diallo et valide la victoire de Condé. La Commission de la CEDEAO publiera plus tard un communiqué pour le démentir. <sup>44</sup>



***Une particularité de la création et la propagation des fausses informations en Guinée est que souvent, elles ont un caractère ethniciste, plus particulièrement dans la sphère politique.***

La Guinée connaît également une longue histoire des fausses informations concernant les maladies, leurs traitements et les effets nocifs potentiels qu'ils pourraient avoir. En

39. Ousmane Diallo. Instrumentalisation des identités ethniques et régimes politiques : le cas de la Guinée postcoloniale. Université d'Ottawa 2013.

40. Rapport Final. Mission d'observation électorale en République de Guinée. Election présidentielle 2010. Union Européenne, février 2011.

41. L'Express. 'La Guinée en proie à ses vieux démons ethniques'. 25 octobre 2010. [https://www.lexpress.fr/actualites/2/la-guinee-en-proie-a-ses-vieux-demons-ethniques\\_930887.html](https://www.lexpress.fr/actualites/2/la-guinee-en-proie-a-ses-vieux-demons-ethniques_930887.html)

42. France24. 'La méfiance reste de mise entre Cellou Dalein Diallo et Alpha Condé'. 29 octobre 2010. <https://www.france24.com/fr/20101029-guinee-presidentielle-2e-tour-partisans-alpha-conde-empoisonnement-mefiance-cellou-dalein-diallo>

43. Le Monde. 'Alpha Condé proclamé vainqueur de l'élection présidentielle en Guinée'. 24 octobre 2020. [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/10/24/alpha-conde-proclame-vainqueur-de-l-election-presidentielle-en-guinee\\_6057256\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/10/24/alpha-conde-proclame-vainqueur-de-l-election-presidentielle-en-guinee_6057256_3212.html)

44. 'Démenti au sujet d'une fausse déclaration attribuée au président de la Commission de la CEDEAO en Guinée'. Site web de la CEDEAO, 1 novembre 2020. <https://www.ecowas.int/dementi-au-sujet-dune-fausse-declaration-attribuee-au-president-de-la-commission-de-la-cedeao-en-guinee/?lang=fr>



En mars 2019, une fausse information se fut emparée de la ville de Dubréka poussant les parents d'élèves à aller récupérer leurs enfants dans les écoles. Tout est partie d'une rumeur selon laquelle des élèves s'étaient évanouis, certains mêmes morts, après avoir pris un vaccin. La rumeur se répand très vite par différents canaux, poussant une partie de la population à sortir dans la rue pour manifester.<sup>45</sup> Elle s'est étendue aux localités environnantes comme Beyla, où des parents ayant entendu que les vaccinateurs étaient en route vers la ville, sont allés chercher leurs enfants dans les classes.<sup>46</sup> La rumeur s'est également propagée par les médias, dont l'attention a été alertée par la manifestation des populations locales. Et certains de ces médias se sont contentés de relayer la version des manifestants, notamment sur les décès supposés, sans version contradictoire ni avis du corps médical. Toutefois, d'autres comme [africaguinee.com](http://africaguinee.com), ont eu le réflexe de contacter les autorités médicales, ce qui a permis de savoir qu'il ne s'agissait pas de vaccination mais d'une campagne de distribution d'un déparasitant.<sup>47</sup> Les autorités sanitaires expliqueront plus tard que certains enfants ont fait un malaise parce qu'ils avaient pris le médicament à jeun, mais qu'il n'y a pas eu de morts.<sup>48</sup> Presqu'une année plus tard, les images de Dubréka vont connaître une nouvelle vie, puisqu'une créatrice de contenu sur YouTube<sup>49</sup> anglophone va les réutiliser sur sa chaîne en avril 2020 en les présentant comme des scènes de panique toujours après la mort d'enfants sur qui étaient testés des vaccins contre la Covid-19.<sup>50</sup> Le même type de rumeur a été observé lors de la flambée de l'épidémie d'Ebola qui sévissait

en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone en 2014/2015. De nombreuses rumeurs avaient circulé sur Internet<sup>51</sup> et dans les communautés. Cela avait accentué la réticence des Guinéens dans le cadre de la lutte contre la maladie. L'impact de la circulation de cette fausse information était qu'elle avait compromis les efforts du gouvernement dans la réponse à l'épidémie, puisque les rumeurs et la désinformation avaient fini par installer de la méfiance chez les agents de santé et les autres bénévoles impliqués dans la lutte.

Dans quelques cas isolés, la circulation de ces fausses informations a mené à des incidents violents. Le 14 septembre 2014, une foule de villageois a tué dans la sous-préfecture de Womey, en région forestière au sud de la Guinée, trois journalistes et six autres personnes qui sensibilisaient contre l'Ebola. Selon les villageois qui ont procédé à cette attaque<sup>52</sup>, la fièvre Ebola « est un mensonge politique orchestré par le pouvoir, mais que la maladie n'est pas une réalité ». Ceci avait fait suite à des émeutes qui ont eu lieu à Nzérékoré au mois d'août 2014<sup>53</sup>, à la suite des rumeurs selon lesquelles les agents de santé qui désinfectaient un marché étaient en train de transmettre le virus aux gens.<sup>54</sup> Des études approfondies sont tout de même nécessaires pour connaître l'impact réel de toutes ces rumeurs sur l'attitude des populations vis-à-vis des campagnes sanitaires, et particulièrement la vaccination. Par exemple si la vaccination contre Ebola fait face à des résistances<sup>55</sup>, une étude de l'institut de la statistique montre que 80 % des personnes interrogées lors d'une enquête menée en octobre 2020 disaient

45. Page Facebook Gangan RTV, 18 mars 2019 <https://www.facebook.com/GanganRTV/videos/254623998819434>

46. Alpha Fafaya Diallo. 'Psychose liée à la vaccination antiparasitaire: les cours perturbés ce mercredi dans les écoles de Beyla'. [Guineematin.com](http://Guineematin.com). 29 mars 2019.

47. Bah Aissatou. 'Panique à Dubreka : de nombreux élèves s'évanouissent après une « vaccination »'. 18 mars 2019.

48. madou Korka Bah. 'Une campagne de distribution du Praziquantel qui avait semé la panique en Guinée'. [Sante224.com](http://Sante224.com)

49. Chaîne Youtube TheSistaShaniceShow, 11 avril 2020 <https://www.youtube.com/watch?v=xnfpjWiURSw>

50. Azil Momar Lô. 'Covid19 : pas de vaccination ni d'enfants morts en Guinée'. Africa Check, 24 avril 2020. <https://africacheck.org/fr/fact-checks/reports/covid-19-pas-de-vaccination-ni-denfants-morts-en-guinee>

51. Jeune Afrique. 'Ebola: en Guinée, méfiance et rumeurs sont gravement contagieuses'. 5 juin 2015.

<https://www.jeuneafrique.com/depeches/233774/politique/ebola-en-guinee-mefiance-et-rumeurs-sont-gravement-contagieuses/>

52. Media Fondation L'Afrique Ouest. 'Guinée: Trois journalistes assassinés'. 19 Septembre 2014. <https://www.mfwa.org/fr/alerte-guinee-trois-journalistes-assassines/>

53. BBC News. 'Guinée-Ebola : des émeutes à Nzérékoré'. 29 août 2014. [https://www.bbc.com/afrique/region/2014/08/140829\\_ebola\\_riots](https://www.bbc.com/afrique/region/2014/08/140829_ebola_riots)

54. Media Fondation L'Afrique Ouest. 'Guinée: Trois journalistes assassinés'. 19 Septembre 2014. <https://www.mfwa.org/fr/alerte-guinee-trois-journalistes-assassines/>

55. Radio France International. 'Ebola en Guinée : les acteurs de la santé face à une défiance vis-à-vis de la vaccination'. 8 avril 2021.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210408-ebola-en-guin%C3%A9e-les-acteurs-de-la-sant%C3%A9-face-%C3%A0-une-d%C3%A9fiance-vis-%C3%A0-vis-de-la-vaccination>



enquête menée en octobre 2020 disaient être prêts à accepter un vaccin gratuit contre la Covid-19, alors que 62 % disaient être à payer pour un vaccin.<sup>56</sup> En dehors des périodes de grandes tensions et de crises socio-politiques, « des faits-divers comme de terribles accidents de la circulation donnent lieu à la propagation de fausses informations,

à travers la diffusion des images (photos et vidéos), qui souvent heurtent la sensibilité des utilisateurs, et qui n'ont rien à voir avec les faits »<sup>57</sup>, souligne Thierno Diallo, directeur de la rédaction de Guinée Check, une plateforme de vérification des faits (fact-checking) lancée en 2020.

“

**Des études approfondies sont tout de même nécessaires pour connaître l'impact réel de toutes ces rumeurs sur l'attitude des populations vis-à-vis des campagnes sanitaires, et particulièrement la vaccination.**

## LES ACTEURS EXTERNES

À ce jour, rien ne permet de dire si des acteurs externes, Etats ou autres entités, jouent d'une manière ou d'une autre un rôle dans la diffusion et la propagation des fausses informations en Guinée. Toujours est-il que des pays comme la Turquie ou la Chine gagnent en influence dans le pays. Une étude des chercheurs de l'Université de Stanford, publiée à l'approche de l'élection présidentielle 2020, relève quelques indices pouvant désigner un lien entre certaines pages Facebook et les intérêts officiels turcs, sans preuves directes d'une implication d'Ankara dans la création et l'administration de ces pages.<sup>58</sup> L'étude fait ainsi de la publication par lesdites pages

Facebook de plusieurs articles portant sur « un conglomérat turc lié au président Condé : le groupe Albayrak ».<sup>59</sup> C'est ce groupe qui a notamment gagné la concession du terminal conventionnel du port de Conakry.<sup>60</sup> « Les publications [sur Facebook] mentionnent Albayrak en termes positifs » et mentionnent régulièrement « les rencontres au sommet entre les dirigeants d'Albayrak et l'administration Condé ».<sup>61</sup> Certains de ces internautes sont également actifs sur Twitter, par exemple Ibrahima Kallo qui indique dans sa bio être le coordinateur de la cellule communication réseaux sociaux du parti RPG Arc-en-ciel, le parti du président Alpha Condé.

56. Acceptation d'un vaccin contre la Covid19. Institut national de la statistique, Guinée, Bulletin Spécial, avril 2021. [https://www.stat-guinee.org/images/Documents/Publications/INS/autres/GN\\_Brief\\_Vaccine\\_Acceptance\\_FR.pdf](https://www.stat-guinee.org/images/Documents/Publications/INS/autres/GN_Brief_Vaccine_Acceptance_FR.pdf)

57. Entretien le 15 juin 2021 avec Thierno Diallo, directeur de la rédaction de Guinée Check.

58. Jacob Cable, Zoe Huczok, W.E. Qui sont les trolls Facebook du président guinéen ? Campagne électorale moderne ou actions inauthentiques concertées, une frontière floue. Freeman Spogli Institute for International Institute, Stanford University, 21 septembre 2020 <https://fsi.stanford.edu/news/qui-sont-les-trolls-facebook-du-pr%C3%A9sident-guin%C3%A9en>

59. Idem

60. Diawo Barry. 'A Conakry, la concession portuaire accordée à une société turque crée la controverse'. Jeune Afrique, 20 août 2018.

<https://www.jeuneafrique.com/617477/economie/a-conakry-la-concession-portuaire-accordee-a-une-societe-turque-cree-la-controverse/>

61. Idem



A l'image de ce qui se passe dans beaucoup d'autres pays africains, la Chine est également en train de renforcer sa présence en Guinée. Et la diffusion de fausses informations pourraient bien faire partie de sa stratégie d'influence comme c'est le cas dans d'autres pays et circonstances. Pékin a, en effet, une longue histoire de recours à la désinformation, notamment à l'encontre de Taïwan.<sup>62</sup> Plus récemment avec la pandémie de la Covid-19, la Chine a également utilisé la manipulation de l'information et la désinformation<sup>63</sup> (ce qui pourrait faciliter la création et la propagation de fausses informations). Cependant, il n'existe à l'heure actuelle aucune preuve que la Chine soit impliquée dans la désinformation en Guinée. Tout compte fait, l'action de la Chine semble être vue d'un bon œil par les Guinéens, puisque selon une étude d'Afrobaromètre publiée en juin 2015, la grande majorité des

personnes interrogées (81%) apprécient positivement l'influence des activités économiques de la Chine sur la Guinée.<sup>64</sup> Interrogés sur leur perception de l'influence de la Chine sur le gouvernement de la Chine sur le gouvernement guinéen, 44% trouvent que Pékin a trop d'influence sur leur gouvernement.<sup>65</sup> Nous n'avons toutefois identifié aucune activité, ni sur les réseaux sociaux, ni dans les médias, de nature à laisser penser à une implication de la Chine et/ou d'entités chinoises dans la diffusion de fausses informations ou autres pratiques de désinformation en Guinée.

**“ La Chine est également en train de renforcer sa présence en Guinée. Et la diffusion de fausses informations pourraient bien faire partie de sa stratégie d'influence comme c'est le cas dans d'autres pays et circonstances...”**

62. Joshua Kurlantzick. How China is interfering in Taiwan's election. Council on Foreign Relations. 7 novembre 2019. <https://www.cfr.org/in-brief/how-china-interfering-taiwans-election>

63. Joshua Kurlantzick. How China ramped up disinformation efforts during the pandemic. Council on Foreign Affairs. 10 septembre 2020. <https://www.cfr.org/in-brief/how-china-ramped-disinformation-efforts-during-pandemic>

64. Massa Guilavogui. Les Guinéens apprécient l'influence de la Chine mais préfèrent le modèle des Etats-Unis. Afrobaromètre, Note Informatrice N° 157, juin 2015.

65. Idem



# LES RESTRICTIONS RÉGLEMENTAIRES ET LA LUTTE CONTRE LES FAUSSES INFORMATIONS

Le « fact-checking » (vérification des faits) comme moyen de lutte contre les fausses informations est une pratique récente en Guinée. La première initiative probante de fact-checking a été lancée en 2020 par Guinée Check, une initiative citoyenne de lutte contre la désinformation. Le site publie régulièrement des articles vérifiant la véracité des déclarations faites dans l'espace public ainsi que les contenus publiés sur les réseaux sociaux. Toujours dans le cadre des initiatives citoyennes, on peut citer le travail de l'Association des blogueurs de Guinée (Ablogui) qui mène plusieurs activités de sensibilisation sur l'usage du numérique de façon générale ainsi que des initiatives visant à obtenir plus de redevabilité de la part des pouvoirs publics. C'est ainsi qu'avec la pandémie du Covid-19, Ablogui a lancé la campagne « Ko Covid-19 » pour sensibiliser sur la maladie et lutter contre les fausses informations qui circulent au sujet de la Covid-19, notamment sur Internet et les réseaux sociaux. D'avril à août 2020, Ablogui a réalisé une vingtaine de vidéos de sensibilisation dans différentes langues parlées dans le pays et partagées sur les réseaux sociaux.<sup>66</sup>

Sur le plan législatif et réglementaire, le pays s'est doté d'un arsenal juridique dont l'objectif est de mieux organiser l'espace public, notamment les médias et le numérique. En dehors de la loi N° 91-05 du 23 décembre 1991, portant sur la liberté de la presse, de la radio et de la télévision, une loi sur la cybersécurité et la protection des données personnelles a été adoptée en 2016.<sup>67</sup> L'article 35 de cette loi prévoit des sanctions pénales, pouvant aller jusqu'à trois ans de prison et 100 millions de francs guinéens d'amende, pour quiconque

“

**Le « fact-checking »  
(vérification des faits)  
comme moyen de  
lutte contre les fausses  
informations est une  
pratique récente en  
Guinée.**

66. Site web de l'Association des blogueurs de Guinée (Ablogui). <https://ablogui.org/case-studies/ko-covid-19/>

67. Loi N° L 2016/037 relative à la cybersécurité à la protection des données à caractère personnel en République de Guinée





pour quiconque « divulgue, par le biais d'un système informatique, une fausse information tendant à faire croire qu'une destruction, une dégradation ou une détérioration de biens ou une atteinte aux personnes a été commise ou va être commise ». <sup>68</sup> Si tous les acteurs de l'écosystème du numérique et certains défenseurs des droits humains s'étaient plaints de l'absence d'une réglementation du cyberspace guinéen, plusieurs organisations de la société civile avaient dénoncé cette loi en la qualifiant de « liberticide ». <sup>69</sup> Dans son analyse du texte de loi, l'ONG Internet Sans Frontières indique que celui-ci « crée de nouvelles infractions mais dans des termes parfois vagues, qui laissent place à une trop grande interprétation » et qu'elle « légitime la censure en ligne ». <sup>70</sup> Des syndicats de journalistes ont dénoncé en 2019 l'utilisation de cette loi pour poursuivre leurs confrères comme ce fut le cas pour Souleymane Diallo et Boubacar Alghassimou Diallo, à la suite de déclarations faites par une ex-militante du parti au pouvoir dans une émission à la radio Lynx FM. <sup>71</sup> Il convient de noter que la loi portant liberté de la presse ne prévoit pas de peines de prison pour les infractions commises par la presse. <sup>72</sup> Dans le cadre de la régulation des médias, la loi organique L/2010/003 du 22 juin 2010 a institué une Haute Autorité de la Communication (HAC) qui a remplacé le Conseil national de la communication (CNC) mis en place en 1991. Ses principales missions sont de veiller :

- au respect du principe d'égalité des usagers des communications ;

- au respect de la pluralité des courants de pensée et d'opinion dans les services publics de communication ;
- au respect des dispositions relatives à la création, à la propriété intellectuelle et à la gestion des entreprises de presse ;
- au respect des dispositions de la présente loi et de celles des cahiers des charges et conventions régissant le secteur.

La loi L/2010/003 donne également à la HAC des prérogatives lui permettant de prendre des sanctions allant de la suspension ou l'interdiction d'un média à la suspension ou le retrait de la carte de presse ou d'accréditation quand il s'agit d'un journal représentant un média étranger. <sup>73</sup> Mais certaines décisions <sup>74</sup> de la HAC prises ces dernières années ont été fortement décriées par les professionnels des médias et les défenseurs de la liberté de la presse. <sup>75</sup>

La modification en juillet 2020 par l'Assemblée nationale de la loi L/2010/003 pour changer le mode de désignation du président de la HAC a fait naître des craintes quant à un risque d'immixtion du pouvoir exécutif dans la gouvernance de l'organe. <sup>76</sup> Cette réforme permet en effet au Président de la République de nommer le président de la HAC par décret, là où celui-ci était auparavant élu par ses pairs membres de

68. Idem

69. Des cyberactivistes guinéens s'étaient mobilisés sur la toile pour attirer l'attention de l'opinion le jour de l'examen de la loi par les députés le 2 juin 2016 [https://twitter.com/search?q=%23Loicyberinsecurite&src=typed\\_query](https://twitter.com/search?q=%23Loicyberinsecurite&src=typed_query)

70. Guinée : analyse par Internet Sans Frontières de la future loi cybercriminalité et données personnelles <https://internetwithoutborders.org/guinee-analyse-par-internet-sans-frontieres-de-la-future-loi-cybercriminalite-et-donnees-personnelles/>

71. Saïdou Hady Diallo. 'Guinée : fin des poursuites contre les journalistes de Lynx FM, Abou Bakr et Diallo Souleymane'. Guineematin.com, 20 septembre 2019. <https://guineematin.com/guinee-fin-des-poursuites-contre-les-journalistes-de-lynx-fm-abou-bakr-et-diallo-souleymane/>

72. Simone Toussi. 'En suspens : la liberté de la presse en ligne et hors ligne en Guinée'. CIPESA, 29 décembre 2019. <https://cipesa.org/2019/12/en-suspens-la-liberte-de-la-presse-en-ligne-et-hors-ligne-en-guinee/>

73. Loi organique L/2010/003/CNT du 22 juin 2010 portant attributions, organisation, composition et fonctionnement de la Haute Autorité de la Communication.

74. RFI. 'Guinée : les raisons de la suspension de radio Espace FM'. 4 novembre 2017. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20171104-guinee-conakry-suspension-radio-espace-fm-hac-lamine-guirassy-sanou-kerfalla-cisse>

75. Reporters Sans Frontières. 'Guinée : RSF appelle la HAC à réexaminer la suspension de l'accréditation du correspondant de RFI et de l'AFP'. 15 novembre 2018. <https://rsf.org/fr/actualites/guinee-rsf-appelle-la-hac-reexaminer-la-suspension-de-laccréditation-du-correspondant-de-rfi-et-de>

76. Article 19. 'Guinée : le gouvernement ne devrait pas intervenir dans la gouvernance de l'organe de régulation des médias avant l'élection présidentielle'. 5 octobre 2020. <https://www.ecoi.net/en/document/2038936.html>



l'organe, avant que ce choix ne soit entériné par décret présidentiel.<sup>77</sup> Cependant, la HAC n'a compétence que sur les médias et les journalistes, ce qui signifie qu'il y a un pan entier des acteurs de l'espace public sur qui elle n'a pas de pouvoir. Ainsi, aussi importante soit sa mission, l'organe contribue très peu à la lutte contre les fausses informations, surtout celles qui sont propagées sur les plateformes de réseaux sociaux ou de messagerie.

La promulgation en janvier 2021 de la loi portant droit à l'accès à l'information publique<sup>78</sup> apparaît comme une avancée majeure. Cette loi a pour objet de « garantir

le droit de tout citoyen d'accéder à l'information d'intérêt public et aux documents administratifs ». Elle enjoint également les organismes publics de publier, « de façon proactive », certains types d'informations comme les politiques, programmes et projets publics. Mais elle doit être mieux connue du grand public et requiert une implication des administrations pour qu'elle puisse s'appliquer de façon effective.

## CONCLUSION

Les fausses informations deviennent de plus en plus une préoccupation majeure en Guinée, même s'il n'existe pas encore la capacité technique permettant de mesurer la totalité de leur ampleur et d'évaluer leur impact. Les rendez-vous électoraux et les périodes de crises socio-politiques ou sanitaires sont notamment les moments propices à la diffusion et à la propagation des fausses informations.

Certaines fausses informations ont entraîné des conséquences assez dramatiques. Ce fut le cas lorsque les membres d'une équipe de sensibilisation contre l'Ebola avaient été assassinés en 2014 par des villageois en Guinée forestière à cause d'une rumeur faisant croire qu'ils étaient des agents de santé qui répandaient le virus.

Plusieurs acteurs sont à l'origine de la diffusion et de la propagation des fausses informations, mais on peut citer en premier lieu les acteurs politiques qui le font souvent par partisanerie, pour vanter leurs propres actions ou déstabiliser leurs adversaires.

Les usagers des réseaux sociaux jouent également un rôle très important en raison notamment de l'effet d'amplification que permettent les plateformes numériques. Par ailleurs, le manque de vérification des faits par une partie des journalistes guinéens fait qu'ils publient souvent de manière inconsciente les fausses informations. Cependant, aucun élément probant ne permet de dire à ce jour que des acteurs externes influencent d'une manière ou d'une autre la propagation de fausses informations dans en Guinée.

Pour faire face au phénomène, quelques initiatives, citoyennes pour l'essentiel, ont vu le jour. Mais elles ont besoin davantage de financements et de capacité technique pour avoir un impact sur la quantité de fausses informations propagées en ligne et par le biais du bouche-à-oreille. Quant au gouvernement, son action est plus visible sur le plan législatif et réglementaire, mais ces actions sont perçues comme des tentatives pour restreindre la liberté d'expression.

77. Idem

78. Loi N° 2020/0027/AN portant droit d'accès à l'information publique en République de Guinée <https://www.assemblee.gov.gn/ndeg-20200027-portant-dro-it-d-acc-es-l-infor-mation-publi-que-en-re-publi-que-de-guinee>



# RECOMMANDATIONS

Une conjugaison d'efforts est indispensable entre les concernés et les autorités à tous les niveaux, afin de mitiger l'impact nocif des fausses informations en Guinée. Aujourd'hui, presque aucun secteur n'est épargné par les méfaits des fausses informations. Pour une lutte plus efficace, nous faisons les recommandations suivantes :

- 1 Avoir un cadre législatif et réglementaire adapté :**  
L'État doit mettre en place un cadre législatif mieux adapté à l'évolution de l'environnement numérique. Les lois devraient plus mettre l'accent sur l'encadrement de l'usage des plateformes en évitant que cet encadrement ne conduise à une censure permanente. Les lois devraient notamment inciter les plateformes à une meilleure modération des contenus qui sont publiés.
- 2 Vulgariser la loi portant droit d'accès à l'information publique :**  
Le gouvernement doit vulgariser auprès du public la loi portant droit d'accès à l'information publique promulguée en janvier 2021. L'accès à l'information publique est non seulement important pour le travail des journalistes, mais elle est primordiale pour tous les citoyens et contribue à la transparence et à la redevabilité. Les entraves à l'accès à l'information publique sont souvent à l'origine des supputations et autres rumeurs concernant les affaires publiques.
- 3 Mettre en place une agence étatique de lutte contre la désinformation :**  
La désinformation est de plus en plus utilisée comme outil de déstabilisation par certains acteurs externes. Même si jusque-là, aucun élément concret ne montre que la Guinée en a été la cible, le pays doit anticiper en se dotant d'une agence outillée pour contrecarrer ce genre d'initiatives. Ladite agence pourrait notamment se charger de faire des études et enquêtes approfondies et publier des rapports périodiques sur l'origine, les mécanismes de circulation et les impacts de la désinformation dans le pays.
- 4 Soutenir les initiatives citoyennes de lutte contre les fausses informations**  
Les initiatives de fact-checking (comme Guinée Check) méritent d'être soutenues aussi bien par les pouvoirs publics que par les organismes d'appui au développement des médias. Cela peut se faire par des subventions, des partenariats et de l'appui à la formation. De même, il est nécessaire de favoriser l'émergence d'autres initiatives similaires dans le but d'avoir plusieurs organismes de fact-checking dans le pays.
- 5 Initier des programmes d'éducation aux médias et à l'information :**  
Des programmes d'éducation aux médias et à l'information doivent être initiés à l'endroit du grand public en adaptant les contenus à chaque groupe cible. Ces programmes peuvent être aussi bien à l'initiative des médias tout comme des organismes de défense des droits de l'Homme et de la liberté d'expression. L'éducation aux médias et à l'information pourrait également être associée à l'éducation aux numériques.



6

**Soutenir le développement des médias :**

Les médias doivent bénéficier d'un soutien fort des pouvoirs publics mais aussi d'autres organismes. Ce soutien pourrait se faire sur le volet aussi bien financier que technique, dans le but d'avoir des médias économiquement viables et qui parviennent à s'adapter à un environnement en perpétuel évolution. Cela peut se faire par la mise en place d'un fonds d'appui qui fonctionne sur la base de critères précis, ainsi que par des programmes de formation continue des journalistes pour permettre aux médias d'avoir des ressources humaines bien qualifiées.

7

**Impliquer les leaders d'opinion dans les campagnes de sensibilisation :**

Les leaders d'opinion (notamment les leaders traditionnels et religieux) doivent être davantage impliqués dans les campagnes de sensibilisation contre les fausses informations. Il s'agit très souvent de personnalités très écoutées et elles sont parfois susceptibles de reprendre et répercuter certaines fausses informations. Les amener à prendre conscience des conséquences graves qui peuvent découler de la propagation de certaines fausses informations pourrait être bénéfique à la lutte contre le phénomène.



**Centre for Democracy & Development**  
Centre pour la démocratie et le développement

---

16, A7 Street, CITEC Mount Pleasant Estate,  
Jabi Airport Road, Mborah District, Abuja, FCT

---

[www.cddwestafrica.org](http://www.cddwestafrica.org)



---

[cddav@cddwestafrica.org](mailto:cddav@cddwestafrica.org)



---

@cddwestafrica



---

[facebook.com/centrefordemocracy.anddevelopment/](https://facebook.com/centrefordemocracy.anddevelopment/)

---